

ELECTION LEGISLATIVE DU 23 NOVEMBRE 1958

Jules CHAURAN, candidat présenté par

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices, Electeurs,

Dimanche 23 novembre, vous êtes appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Vous comprenez l'importance que revêt votre choix dans une situation qui provoque votre mécontentement et votre inquiétude. **Mécontentement** parce que le coût de la vie ne cesse d'augmenter malgré toutes les promesses de baisse, qui ne valent pas plus aujourd'hui qu'hier, parce que la crise du logement s'aggrave, tandis que pèse la menace d'une hausse considérable des loyers. **Inquiétude** parce que se développent les premiers signes d'une crise économique qui s'est manifestée déjà par les licenciements et les réductions d'horaires entraînant une baisse des salaires pour de nombreux travailleurs et des difficultés accrues à la campagne et en raison de la poursuite de la guerre d'Algérie où la fleur de notre jeunesse est exposée à la mort, tandis que des centaines de milliards sont engloutis, qui manquent terriblement pour les besoins civils.

Cette situation est le fruit amer de la politique réactionnaire menée depuis onze ans par les Partis qui se sont succédé au gouvernement après en avoir exclu les communistes en mai 1947.

Le 2 janvier 1956, le Peuple avait voté à gauche, pour que ça change. Vos grandes espérances ont été déçues. Guy Mollet et les dirigeants socialistes, refusant l'union des forces de gauche, ont permis à la droite, de diriger en fait, les affaires de la France.

C'est l'anticommunisme qui a servi de prétexte à cette politique de division des forces républicaines. L'anticommunisme a toujours servi de paravent pour préparer et faire les mauvais coups contre le Peuple et la Nation.

Le Parti Communiste peut se présenter devant vous la tête haute. Il ne porte aucune responsabilité dans la situation désastreuse dont souffrent les travailleurs. Il a toujours été fidèle aux engagements pris devant le corps électoral. C'est parce qu'ils veulent continuer et aggraver la néfaste politique menée ces dernières années que les Partis responsables : R. P. F. (aujourd'hui U. N. R.), Indépendants, M. R. P., Radicaux, Socialistes, qui sont d'ailleurs tous représentés dans le gouvernement de Gaulle avec Soustelle, Pinay, Guy Mollet, Pflimlin, Ramonet, voudraient éliminer les députés communistes, les meilleurs défenseurs du Peuple.

Telle est la raison du retour au scrutin d'arrondissement, condamné avant guerre par tous les Républicains, stigmatisé par Jaurès comme « ...étant un acte de défiance envers le suffrage universel... »

Ce scrutin permet les tripatouillages les plus immoraux. Tous ceux qui faisaient assaut d'antiparlementarisme en mai dernier, font apparaître la réalité de leurs appétits électoraux. C'est ainsi que deux candidats M. R. P. s'affrontent : Rivière, le maire de Tarare qui se rebiffe contre les décisions de son parti et Villard,

député sortant, qui a obtenu l'appui de Soustelle, Pinay et Bidault. Ce qui ne l'empêchera pas, avec le parrainage ultra-réactionnaire, de se prétendre l'ami des ouvriers de Cours, Thizy, Ampépuis, Tarare et des paysans travailleurs.

Mais une chose est certaine : tous deux ne manqueront pas de ressortir les calomnies anticommunistes les plus éculées.

Mais les travailleurs, les républicains, ne se laisseront pas abuser. Ils savent que, au cours du dernier quart de siècle, c'est seulement lorsque les Communistes étaient dans la majorité ou au gouvernement, comme en 1936 et 1945, qu'ils obtinrent les plus grandes conquêtes sociales : 40 heures, congés payés, conventions collectives, nationalisations, Sécurité Sociale et Prestations familiales, Retraite des Vieux, Statut de la Fonction Publique, Office du blé pour les paysans.

Et même depuis le 2 janvier 1956, c'est grâce aux 150 voix des Communistes et Progressistes, que furent votés : les trois semaines de congés payés, la réduction des abattements de zone, le Fonds National de Solidarité pour les Vieux, l'indexation des prix agricoles non respectée aujourd'hui par le gouvernement de Gaulle. C'est d'ailleurs ce qui attire au Parti Communiste, la haine du grand patronat et de ses Partis, les calomnies, les mensonges de la grande presse et de la radio à leur service.

A l'Assemblée Nationale, dans les municipalités comme à Sain-Bel avec Jules CHAURAN, les communistes ont fait la preuve de leurs grandes qualités d'administrateurs et de leur dévouement sans limite à la cause du Peuple.

Raison de plus pour que DIMANCHE 23 NOVEMBRE, vous leur fassiez plus que jamais confiance.

Le Peuple, la France, ont besoin à l'Assemblée d'une forte opposition communiste pour s'opposer aux prétentions de plus en plus arrogantes des banquiers et grands industriels. Les Députés Communistes auront d'autant plus de force et d'efficacité qu'ils pourront se réclamer de millions d'électeurs et s'appuyer sur l'action unie des travailleurs. Les Communistes considèrent que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes c'est le socialisme.

Cependant, ils pensent qu'il est possible dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation par l'application du programme de justice sociale et de salut national suivant :

1) RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES, par l'augmentation des salaires, traitements et retraites.

tes, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaires, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2) **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établissement avec l'Algérie, comme avec tous les Peuples coloniaux -- y compris la Guinée -- de rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3) **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4) **DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

-- de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique et à la recherche scientifique, à la culture, les moyens nécessaires à la grandeur française,

-- de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5) **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux futurs et jeunes ménages.

6) **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE REPUBLIQUE RENOVEE :**

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, liberté d'opinion, liberté syndicale, liberté de la presse et de réunion,

— par le contrôle du Peuple sur les élus.

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Pour que ça change..!

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre Peuple et aux intérêts de la Nation pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un Groupe Communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix :

Pour la victoire de la République !

Pour l'avenir de la France !

Votez et faites voter pour le candidat du Parti Communiste Français

JULES CHAURAN



Retraité S.N.C.F.,
Ancien interné politique,
Maire de Sain-Bel,
Président du syndicat
des eaux de la Brévenne,
Vice-président
du syndicat des eaux
de Saône-Turdine,
Vice-président
de la Commission paritaire
du personnel communal.
Ancien combattant 14-18,
Médaillé militaire,
Croix de guerre.

Remplaçant éventuel :

Paul LATTA

Employé.

Vu : Le Candidat.

P. S. — Tout bulletin de vote portant une rature du candidat ou de son remplaçant éventuel, ou toute autre modification, serait annulé. Il est donc indispensable de n'y rien modifier.

Imp. Martel. — Givors.